



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020

ÉQUIPE DE DROIT PUBLIC DE LYON

SOMMAIRE

RAPPORT 2020



ÉDITO 3

PUBLICATIONS 4

OUVRAGES

CHAPITRES D'OUVRAGE

ARTICLES

*COMMUNICATIONS DANS
UN CONGRÈS*

MANIFESTATIONS 27

*COLLOQUES et
CONFÉRENCES*

ORGANISATION DE L'EDPL 31

*SOUTENANCES DE
THÈSES*

*PRIX, DISTINCTIONS,
NOMINATIONS,*

*SUPPORT MASTERS ET
DOCTORATS*

*DOCUMENTATION
SCIENTIFIQUES*

L'EDPL EN LIGNE

ANNEXES 45

*ORGANIGRAMME
DE L'ÉQUIPE*

*LES DIFFÉRENTS
CENTRES DE L'EDPL*

*RAPPORT
D'ÉVALUATION 2019*



« Écrivez quelque chose qui vaut la peine d'être lu ou faites quelque chose qui vaut la peine d'être écrit » (B. Franklin).

Disons-le immédiatement, les quelques lignes qui suivent ne parviendront nullement à se raccrocher à l'une comme à l'autre branche de cette vertueuse et sentencieuse alternative. Certes, pour se consoler, l'on pourra vainement se réfugier derrière les difficultés inhérentes à l'exercice (de style) éditorial, tout en déplorant l'austère rigueur – toute juridique – du titre de l'ouvrage dans lequel il se love : un « rapport d'activité » (!)... d'une « équipe de recherche » (!!)... en « droit » (!!!)... « public » (!!!!)... Cela fait peut-être beaucoup, convenons-en, pour le grand public. Beaucoup, sans doute encore, pour les avertis qui percevront peut-être dans la production d'un tel rapport le règne domageable de la communication ou, pis encore, une manifestation de l'expansion culturelle du New public management dans la sphère universitaire, celle-ci venant désormais calquer ses schèmes sur ceux de l'entreprise, le genre relevant sans doute moins des codes littéraires ou juridiques que du code-barre.

En tentant de braver les objections (« *Tout refus de communiquer est une tentative de communication* » disait A. Camus) et en s'armant d'une dose de dérision, la franklinesque formule est cependant apparue plus avantageuse que couteuse pour tenter d'exposer simplement les raisons qui ont conduit l'Équipe de droit public de Lyon (E.D.P.L.) à dresser – un peu dans l'état d'urgence – son premier « bilan »

annuel. Ce dernier vient ici recenser les travaux 2020 de tous les enseignants-chercheurs de l'équipe... lesquels valent tous la peine d'être lus, et même relus. Corrélativement, l'entreprise rétrospective de compilation méritait d'être menée à bout, celle-ci venant mettre en lumière le dynamisme et le rayonnement scientifique de l'EDPL et de ses membres. C'est ce dont témoignent, entre autres, le volume imposant des publications recensées, autant que les nombreuses réussites collectives et individuelles qui ont émaillé une année 2020 toute particulière. COVID-19 oblige, c'est en toute logique que le volet « manifestations » a dû se replier un peu pour les besoins de la cause, venant légèrement obombrer un tableau d'ensemble tout de même bien éclairé, chacun des centres (le CDC, le CERFF, l'IEA) autour desquels l'EDPL est fédérée étant venu apporter son coup de pinceau expert.

Qu'il soit permis, dès lors, de remercier l'ensemble des (80 environ) collègues, doctorants, secrétaires, et chercheurs-associés de l'équipe pour leur investissement : ce rapport en est le fruit ; que ce dernier soit également, espérons-le, l'exact reflet d'une vie d'équipe quotidienne tout à la fois harmonieuse et féconde.

Christophe ROUX
Professeur de droit public
Directeur de l'EDPL (EA 666)

PUBLICATIONS

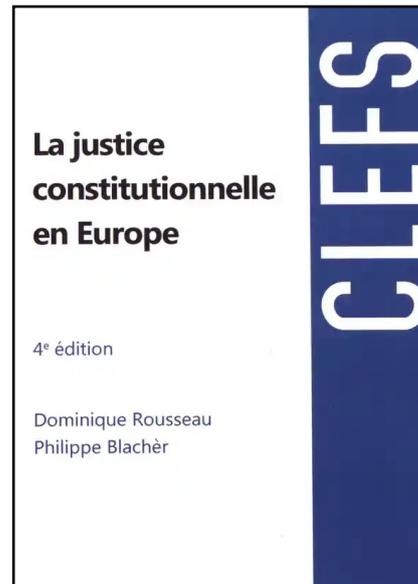
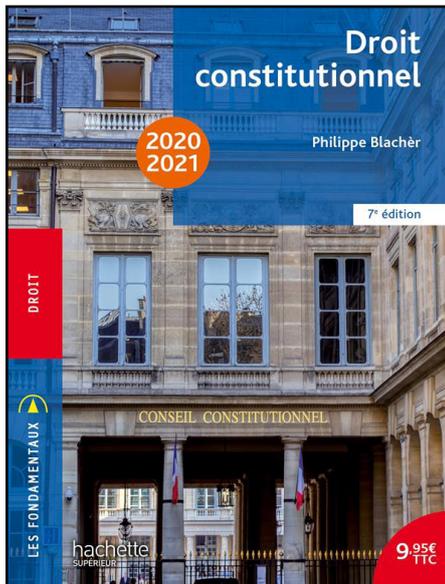




O U V R A G E S

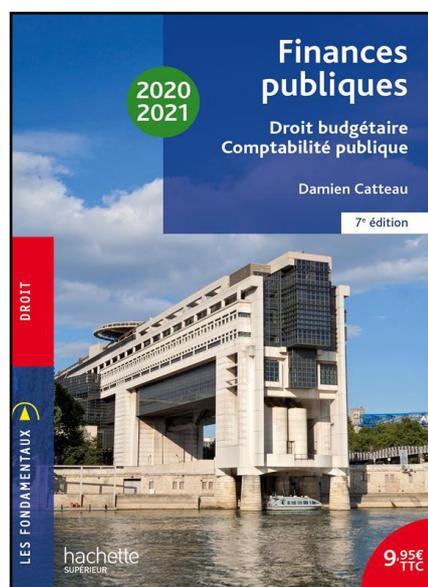
Blachèr Philippe

- *Droit constitutionnel 2020-2021*, Hachette, 7e édition, 2020.
- *La justice constitutionnelle en Europe*, LGDJ, 2020, (Rédigé avec Rousseau Dominique).



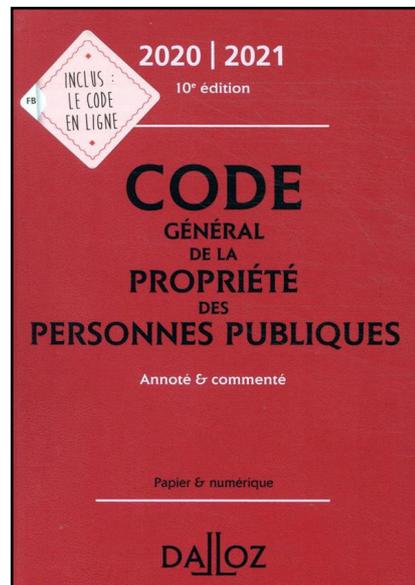
Catteau Damien

- *Finances publiques. Droit budgétaire et Comptabilité publique*, Hachette supérieur, 7e édition, 2020.



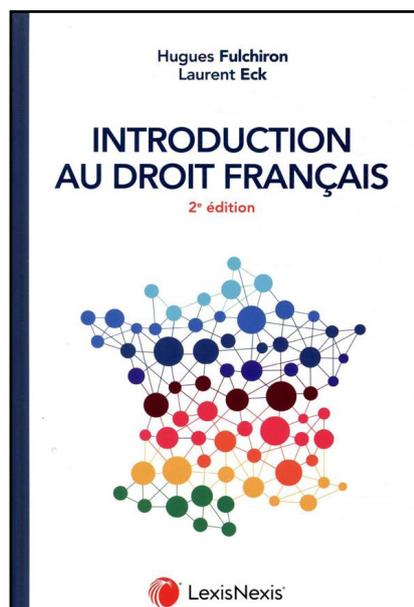
Chamard-Heim Caroline

- *Code général de la propriété des personnes publiques*, Dalloz, 10e édition, 2020 (Rédigé avec Brenet François, Melleray Fabrice, Yolka Philippe).



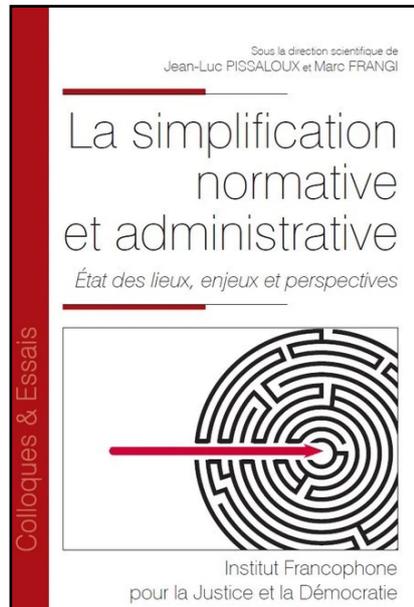
Eck Laurent

- *Introduction au droit français*, LexisNexis, 2e édition, 2020 (Rédigé avec Fulchiron Hugues).



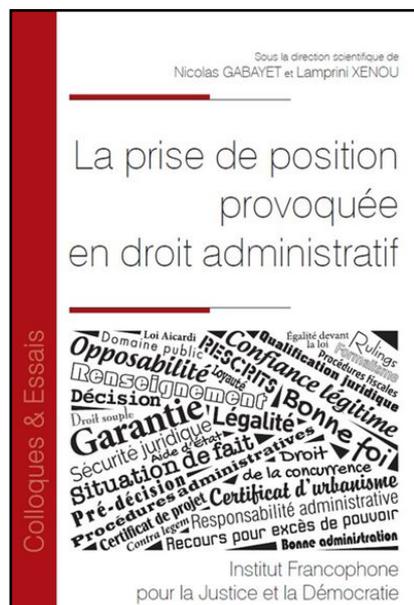
Frangi Marc (dir.)

- *La simplification normative et administrative : état des lieux, enjeux et perspectives*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, Colloques & essais, 2020, p. 198 (Dirigé avec Pissaloux Jean-Luc).



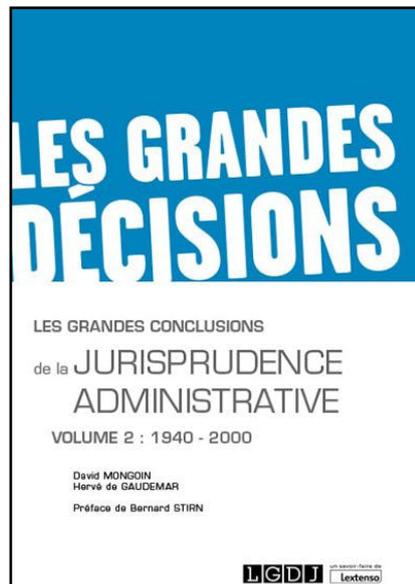
Gabayet Nicolas (dir.)

- *La prise de position provoquée en droit administratif*, IFJD, 2020 (Dirigé avec Xenou Lamprini).



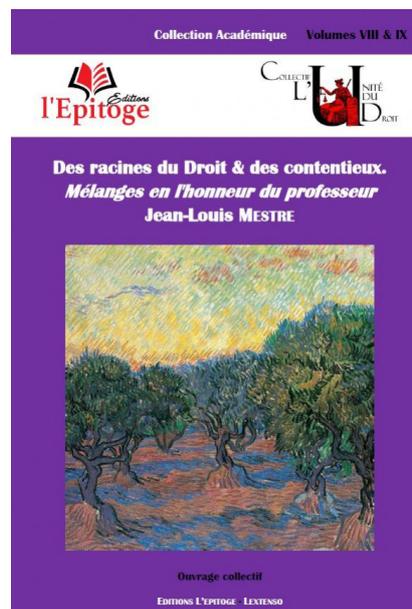
Gaudemar (de) Hervé, Mongoin David

- *Les grandes conclusions de la jurisprudence administrative*, LGDJ, volume 2, 2020.



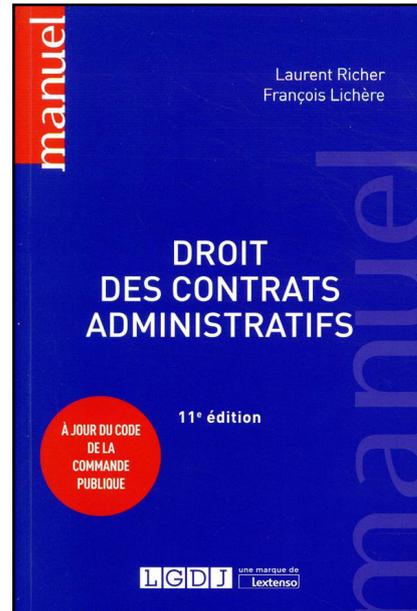
Le Quinio Alexis (dir.)

- *Des racines du droit et des contentieux. Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Louis Mestre*, dir. F. Blanco, A. Le Quinio, F. Quastana, L. Reverso, S. Segala, M. Touzeil-Divina, K. Weidenfeld, L'Építoge, coll. Académique, 2 t., 442 et 516 p., 2020.



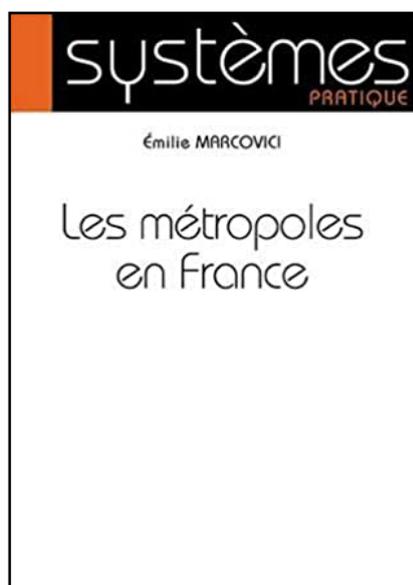
Lichère François

- *Droit des contrats publics*, Dalloz, 3e édition, 2020.
- *Droit des contrats administratifs*, LGDJ, 11e édition, 2019 (Rédigé avec Richer Laurent).



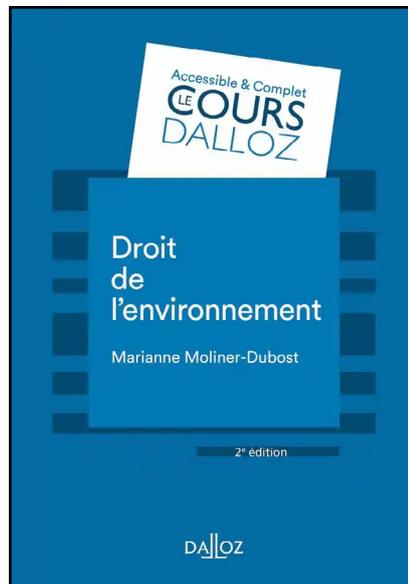
Marcovici Émilie

- *Les métropoles en France*, LGDJ, Systèmes, 2019.



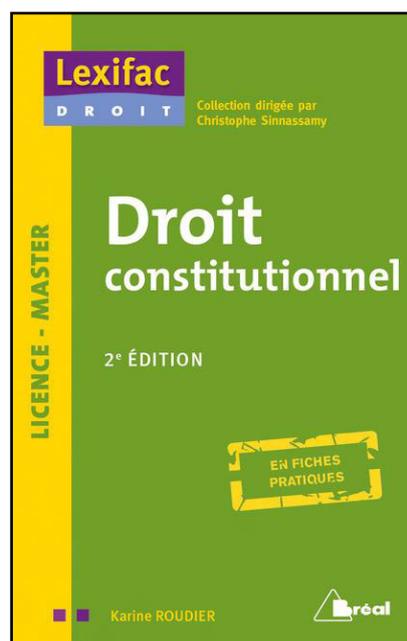
Moliner-Dubost Marianne

- *Droit de l'environnement*, Dalloz, Cours, 2e édition, 2019.



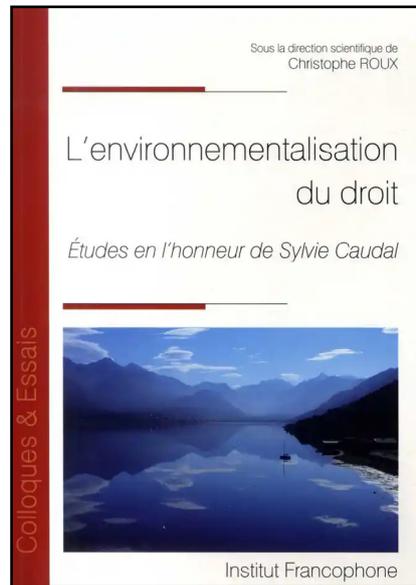
Roudier Karine

- *Droit Constitutionnel*, Lexifac, 2e édition, 2020.



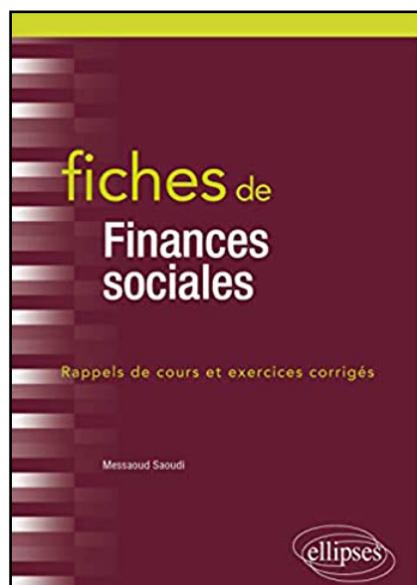
Roux Christophe (dir.)

- *L'environnementalisation du droit, Études en l'honneur de Sylvie Caudal*, IFJD, 2020.



Saoudi Messaoud

- *Fiches de finances sociales*, Ellipses, 2020.
- *Droit fiscal général en tableaux*, Ellipses, 2019.



ADPL

- *La bienveillance en droit public*, mare & martin, 2020.





CHAPITRES D'OUVRAGES

Barbin Émilie

- « Les réponses du droit de l'urbanisme brésilien aux enjeux de sécurité juridique », in GRIDAUH, *Droit de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat*, ed. Le Moniteur, 2020, p. 509.

Basilien-Gainche Marie-Laure

- « Article 11 », in A. Iliopoulou Penot (dir.), *Directive 2004/38 relative au droit de séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille. Commentaire article par article*, Bruylant, 2020, pp. 225-230 (Rédigé avec Mathieu Rouy).
- « Article 10 », in A. Iliopoulou Penot (dir.), *Directive 2004/38 relative au droit de séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille. Commentaire article par article*, Bruylant, 2020, pp. 215-224 (Rédigé avec Mathieu Rouy).
- « Article 9 », in A. Iliopoulou Penot (dir.), *Directive 2004/38 relative au droit de séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille. Commentaire article par article*, Bruylant, 2020, pp. 207-214 (Rédigé avec Mathieu Rouy).
- « European States returning European citizens. France and the Roma populations », in S. Mantu & P. Minderhoud (dir.), *European Citizenship under Scrutiny*, Brill, 2020, pp. 265-283.

Blachèr Philippe

- « Le déport des parlementaires : progrès ou régression démocratique ? » *Révolution, constitution, décentralisation*, in *Mélanges Michel Verpeaux*, Dalloz, 2020, pp. 183-191.
- « Retour sur la procédure d'interpellation citoyenne », in C. Puigelier (dir.), *Un haut fonctionnaire au service du Parlement. Mélanges en l'honneur de Jean-Louis Héryn*, Mare et Martin, 2020, pp. 655-673.
- « Les professeurs de droit en campagne. La séquence de " l'affaire Fillon " », in *Contitution, justice et démocratie. Mélanges en l'honneur du professeur Dominique Rousseau*, Lextenso, 2020, pp. 303-314 (Rédigé avec Julie Benetti).

Catteau Damien

- « En finir avec le principe de séparation des ordonnateurs et des comptables : préalable ou conséquence de la modernisation de la gestion budgétaire et comptable. », in Xavier Vandendriessche (dir.), *Mélanges en l'honneur du professeur Michel Lascombe*, Dalloz, 2020, pp. 143-154.

Caudal Sylvie

- « En guise de conclusion », in Ch. Roux (dir.), *L'environnementalisation du droit, Études en l'honneur de Sylvie Caudal*, IFJD, 2020, p. 307.

Chamard-Heim Caroline

- « Propriété publique et finances publiques », in *La propriété publique. Colloque de l'AFDA*, Dalloz, Thèmes et commentaires, 2020, p. 165.
- « Propriété publique et forme de l'État : regards croisés entre la France et la Belgique », in *Mélanges en l'honneur du Professeur Christian Laviolle*, P.U. Toulouse 1 Capitole, 2020, p. 151.
- « Domaine public. Indisponibilité », *J.-Cl. Propriétés publiques*, fasc. n° 61, refonte 2020.

Deliancourt Samuel

- « Les permis de stationnement comme actes de gestion du domaine public : une approche doctrinale », in *Mélanges en l'honneur du Professeur Christian Laviolle*, P.U. Toulouse 1 Capitole, 2020, p. 223.

Gabayet Nicolas

- « Les enjeux de la prise de position provoquée en droit administratif français », in N. Gabayet et X. Lamprini (dir.), *La prise de position provoquée en droit administratif*, IFJD, 2020, pp. 27-45.

Meurant Cédric

- « La bienveillance du juge administratif à l'égard des parties », in ADPL, *La bienveillance en droit public*, Mare & Martin, 2020, pp. 111-136.
- « Les représentants d'intérêts devant les juridictions administratives générales », in J.-F. Kerléo (dir.), *Les représentants d'intérêts*, LGDJ, 2020, pp. 151-176.

Moliner-Dubost Marianne

- « L'apport des instruments économiques à la protection du climat », in M. Torre-Schaub (dir.), *Droit et changement climatique et dialogue interdisciplinaire. Comment répondre à l'urgence climatique ? Regards croisés à l'interdisciplinaire*, Mare & Martin, 2020, pp. 105-115.
- « Intégration(s)/(dés)intégration : quelques réflexions sur le rôle de l'ambivalence de l'intégration dans l'environnementalisation du droit à partir des travaux de Sylvie Caudal », in Ch. Roux (dir.), *L'environnementalisation du droit, Études en l'honneur de Sylvie Caudal*, IFJD, 2020, pp. 41-51.

Le Quinio Alexis

- « Le rôle de la commission des affaires européennes », in S. De Cacqueray, R. Ghevontian, S. Hutier and S. Lamouroux (dir.), *Le Parlement depuis 2008 : renforcement, statu quo ou retour au(x) fondement(s) de la Ve République*, IFJD, 2020, pp. 141-152.

- « Approche comparée de la simplification normative et administrative », in J.-L. Pissaloux et M. Frangi (dir.), *La simplification normative et administrative : État des lieux, enjeux et perspectives*, IFJD, 2020, pp. 57-70.

Lichère François

- « Private enforcement of State aids in France », in F. Wollenschlager, W. Wurmnest, T. Mollers (dir.), *Private enforcement of European competition law and State aid law*, Wolters Kluwer, 2020, pp. 235-248.

Philip-Gay Mathilde

- « La constitutionnalisation de la laïcité », in *Constitution et Démocratie(s), Mélanges en l'honneur du Professeur Dominique Rousseau*, Lextenso, 2019, pp. 725-733.

Ricou Benjamin

- « Sources du droit fiscal. – Sources internes. – Compétence du pouvoir législatif », *JurisClasseur Procédures fiscales*, fasc. 120, 2020 (76 p.).
- « Sources du droit fiscal. – Sources internes. – Compétence du pouvoir réglementaire », *JurisClasseur Procédures fiscales*, fasc. 130, 2020 (77 p.).

Roux Christophe

- « La prise de position provoquée en droit administratif des biens », in N. Gabayet et X. Lenou (dir.), *La prise de position provoquée en droit administratif*, IFJD, 2020, p. 168.
- « La réception de la jurisprudence européenne par le juge administratif », in H. Surrel et L. Robert (dir.), *Quel avenir pour le système européen de protection des droits de l'Homme ?*, Anthémis, 2020, p. 167.
- « Le reflux de la propriété publique », in O. Debat et S. Saunier (dir.), *L'image des biens publics culturels : regards croisés entre droit public et droit privé*, LexisNexis, 2020, p. 13.
- « Existe-t-il un domaine privé naturel ? », in *Mélanges en l'honneur du Professeur Christian Laviolle*, P.U. Toulouse 1 Capitole, 2020, p. 585.

Saoudi Messaoud

- « La police de sécurité du quotidien. La performance policière, une réponse adaptée au besoin de proximité ? », in M. Conan et alii (dir.) *Singularité(s) des finances de la défense et de la sécurité*, Mare & Martin, 2020.

Travard Jérôme

- « L'environnementalisation du droit de la responsabilité administrative », in Ch. Roux (dir.), *L'environnementalisation du droit, Études en l'honneur de Sylvie Caudal*, IFJD, 2020, p. 275.

Untermaier-Kerléo Elise

- « L'encadrement du lobbying devant l'administration », in J.-F. Kerléo (dir.), *Le lobbying. Influence, contrôle et légitimité des représentants d'intérêts*, LGDJ, 2020.
- « La simplification des procédures administratives : amélioration ou disparition des relations du public et de l'administration ? », in J.-L. Pissaloux and M. Frangi (dir.), *La simplification normative et administrative : état des lieux, enjeux et perspectives*, IFJD, 2020.
- « Une entité administrative originale : l'autorité environnementale », in Ch. Roux (dir.), *L'environnementalisation du droit. Études en l'honneur de Sylvie Caudal*, IFJD, 2020, p. 151.

Youhnovski Sagon Anne-Laure

- « Éclairages sur l'emploi du principe de dignité de la personne humaine dans la régulation de la gestation pour autrui : un principe occulte », in C. Baalkani, P. Boucaud, R. Daou, B. Karam, F. Violet (dir.), *La dignité humaine, regards croisés franco-libanais*, Presses de l'USEK, 2020, p. 85.



Baldy Guilhem

- « Listes communautaristes : interdiction d'interdire ? », *Jus politicum blog* (en ligne), 2020, en ligne.

Ballandras-Rozet Christelle

- « Les principes budgétaires à l'épreuve de la crise sanitaire », *RFFP*, 2020, (n° 152), p. 101.

Barbin Émilie

- « Les monnaies locales complémentaires saisies par les personnes publiques », *RDP*, 2020-6, p. 1697.
- « Proportionnalité de la mesure d'interdiction de circulation et de stationnement au regard de la réalisation d'un aménagement léger », *JCP A*, 2020, (n° 14), n° 2101.

Basilien-Gainche Marie-Laure

- « Peur, attentes et dénuement. La France est condamnée pour traitement dégradant des demandeurs d'asile (Cour EDH, 2 juillet 2020, *N.H. & autres c. France*) », *La Revue des Droits de l'Homme*, 2020, en ligne.
- « Carte blanche. L'État contre les étrangers », *Revue Critique de Droit International Privé*, 2020, (n°1), p. 185.

Blachère Philippe

- « Déconfiner le Parlement ? À propos du Rapport du Groupe de travail chargé d'anticiper le mode de fonctionnement des travaux parlementaires en période de crise », *JCP G*, 2020, (n° 51), p. 2257.

Boufeldja Sonia

- « L'interprétation de la notion d'"assujetti à l'impôt" en droit fiscal international », *Fiscalité internationale*, 2020, (n° 2).

Catteau Damien

- « La fin du mythe de l'autonomie fiscale et financière, vers une responsabilisation ? », *Gestion et Finances publiques*, 2020, (n° 2), pp. 13-21.

Chamard-Heim Caroline

- « Droit de présentation sur les marchés : la clientèle propre peut-elle être prise en compte ? » *JCP A*, 2020, (n° 42), n° 2263.
- « Domanialité d'un hangar municipal et "indices concordants" de déclassement », *JCP A*, 2020, (n° 30-34), n° 2222.
- « Chronique : Un an de fiscalité des contrats publics », *Contrats-marchés publ.*, 2020, (n° 6), pp. 12-18.
- « Recycler, c'est bien. Connaître le droit domanial, c'est bien aussi. » *JCP A*, 2020, (n° 14), n° 2109.
- « Les apports de la loi de finances pour 2020 au droit des propriétés publiques », *JCP A*, (n° 14), 2020, n° 2107.

Deliancourt Samuel

- « Dans quelles conditions un agent peut-il bénéficier de congés bonifiés ? », concl. sur CAA Lyon, 8 oct. 2020, n° 18LY02945 : *BJCL*, 2020-11, p. 804.
- « Enjeux et conséquences d'une demande de réintégration anticipée d'un fonctionnaire », concl. sur CAA Lyon, 6 févr. 2020, n° 17LY04083 : *JCP A*, 2020, n° 2318.
- « Le régime d'indemnisation des victimes des attaques de loups », concl. sur CAA Lyon, 30 juin 2020, n° 18LY02727 : *Dr. envir.*, 2020, p. 410.
- « Abus de confiance de la part d'un fonctionnaire du Trésor : quelle(s) responsabilité(s) » : *LPA*, 18 nov. 2020, n° 231, p. 17.
- « Les commissions d'évaluation professionnelle instituées par la loi Sauvadet : jury d'examen ou de concours ? », concl. sur CAA Lyon, 17 déc. 2019, n° 18LY00134 : *JCP A*, 2020, n° 2268.
- « La diffusion par un fonctionnaire d'images à caractère pornographique impliquant des mineurs justifie-t-elle sa révocation ? », concl. sur CAA Lyon, 6 févr. 2020, n° 18LY01143, *Cne Dijon* : *JCP A*, 2020, n° 2277.
- « L'Administration peut-elle légalement refuser de renouveler le CDD d'un agent enceinte ? », concl. sur CAA Lyon, 12 mars 2020, n° 18LY00564, *G.* : *JCP A*, 2020, n° 2249.
- « Occupation irrégulière du domaine public autoroutier : les affres de la répartition des compétences juridictionnelle », note sur CAA Marseille, 19 juin 2020, n° 18MA01642, *L.* : *JCP A*, 2020, n° 2218.
- « Une commune doit-elle rechercher à reclasser un DGS recruté par contrat ? », concl. sur CAA Lyon, 3 déc. 2019, n° 17LY04277, *Cne Montmerle-sur-Saône* : *JCP A*, 2020, n° 2214.
- « Arrachage des parcelles contaminées par le virus de la Sharka : quelles responsabilités et quelles indemnités ? », concl. sur CAA Lyon, 10 déc. 2019, n° 17LY01295, *Ministère de l'agriculture* : *Dr. env.*, 2020, n° 289, p. 187.
- « Droit foncier public Février 2020 » : *Annale des loyers*, 2020-4, p. 148.
- « Droit foncier public. Décembre 2019 -Janvier 2020 » : *Annale des Loyers*, 2020-3, p. 117.
- « Manège non autorisé sur une place publique : quelle juridiction saisir ? » : *JCP A*, 2020, n° 2051.
- « Droit foncier public Novembre 2019 » : *Annales des Loyers*, 2021-1, p. 112.

Dort Aurélie

- « Le financement des dépenses de santé, une recherche constante d'économies. », *RFFP*, 2020, pp. 211-232.

Frayse Élise

- « Le collaborateur occasionnel du service public, catégorie d'avenir du droit administratif », *RDP*, 2020, pp. 915-942.
- « Le contrôle juridictionnel de la Charte de déontologie de la juridiction administrative : le Conseil d'État face à lui-même », *JCP A*, 2020, n° 2278.
- « Service public, libertés et approche contemporaine du droit administratif », *RDLF*, 2020, en ligne, chron. n° 83 ([Rédigé avec Antoine Aurélien](#)).

Gabayet Nicolas

- « Chronique semestrielle de droit des contrats publics – Décisions de septembre à décembre 2019 – 1ère partie : Droit commun des contrats publics », *JCP A*, 2020, n° 2024 ([Rédigé avec Martin Julien et Pellissier Gilles](#)).

Gaudemar (de) Hervé

- « Non-opposabilité par un tiers d'une clause de renonciation à un recours en responsabilité », *RDI*, 2020-4, p. 189.

Le Quinio Alexis

- « Le traitement jurisprudentiel du principe d'égalité au sein des cours hispanophones », *Titre VII – Les Cahiers du Conseil constitutionnel*, 2020, (n° 4), en ligne.
- « Le comparatisme d'Ortolan », *Revue d'histoire des facultés de droit et de la culture juridique, du monde des juristes et du livre juridique*, 2020, (n° 38), pp. 287-303.

Lecoq-Pujade Benjamin

- « La parlementarisation de l'Union à l'aune de l'élection des eurodéputés au suffrage universel direct », *Annuaire de droit de l'Union européenne*, 2020, pp. 151-171.
- « L'élection des conseillers de la métropole de Lyon », *AJDA*, 2020, (n° 1), p. 40.

Levallois Pierre

- « L'équilibre menacé de la procédure fiscale », *RFDA*, 2020, p. 525.
- « Expulsion des occupants sans titre d'une propriété privée : la continuité du service public administratif attractive de la compétence du juge administratif », *JCP A*, 2020, n° 2105.
- « Les progrès de l'action indemnitaire en private enforcement. », *Contrats.marchés publ.*, 2020, Étude 9.
- « L'utilisateur du service public industriel et commercial enchaîné à la compétence judiciaire », *AJDA*, 2020, p. 1549.

Lichère François

- « Catastrophes naturelles, calamités publiques et droit des contrats publics », *AJCT*, 2020, (n° 9), p. 407.
- « La commande publique, la crise sanitaire et la relance économique », *AJDA*, 2020, (n° 20), p. 1105.
- « De l'anonymat à l'université », *AJDA*, 2020, (n° 15), p. 809.
- « De la fission nucléaire à la fiction juridictionnelle ? », *AJDA*, 2020, (n° 1), p. 55.
- « La déontologie et l'attribution des contrats publics », *JCP A*, 2020, (n° 47), n° 2304.

Marcovici Émilie

- « L'épidémie de Covid-19, une crise sanitaire symptomatique de la crise de la fonction publique », *Dr. adm.*, 2020, (n° 11), étude 15.

Meurant Cédric

- « Le juge administratif français et la loi étrangère », *AJCT*, 2020, pp. 1058-1064.
- « La mutualisation intercommunale des services : mythe ou réalité ? », *JCP A*, 2020, (n° 10-11), pp. 23-31 ([Rédigé avec Habchi Hadi](#)).
- « La vétusté d'un ouvrage reste à quai », *JCP A*, 2020, (n° 3), p. 40.
- « Précisions sur les transferts domaniaux entre communes et EPCI », *JCP A*, 2020, (n° 3), p. 40.
- « Le contentieux de la fiscalité locale entre personnes publiques », *Gestion et finances publiques*, 2020, (n° 2), pp. 22-28.
- « La compensation magique des annulations de redevance domaniale », *JCP A* 2020, n° 2266.

Moliner-Dubost Marianne

- « Catastrophes naturelles, calamités publiques : quelle(s) définition(s) ? », *AJCT*, 2020, (n° 9), p. 388.
- « Pouvoirs de police du préfet en cas d'urgence : crise des déchets en Corse », *AJCT*, 2020, p. 306.
- « Loi d'orientation des mobilités et pollution atmosphérique », *AJCT*, 2020, (n° 4), p. 195.
- « Encadrement des chiens dangereux : rôle du maire », *AJCT*, 2020, (n° 3), p. 126.
- « Sols pollués par une installation classée : prescription de l'obligation de remise en état », *AJCT*, 2020, (n° 3), p. 151.
- « Pollution de l'air : pas de constitution de partie civile du chef de mise en danger d'autrui pour les associations de protection de l'environnement », *Energie - Environnement - Infrastructures*, 2020, (n° 11), p. 27.
- « Droits de voirie additionnels des terrasses chauffées : la différenciation tarifaire en attendant leur interdiction », *JCP A*, 2020, (n° 42), n° 2267.
- « Insérer des closes "clauses anti-bruit" dans une convention d'occupation du domaine public ne suffit pas ! », *JCP A*, 2020, (n° 42), n° 2268.

Pierre Jean-Luc (membre jusqu'à septembre 2020)

- « Élargissement, dans la jurisprudence du Conseil d'État, du concept d'abus de droit par le développement de la notion de montage artificiel alors même que les opérations réalisées ne sont pas dépourvues de substance. », *Droit des sociétés*, 2020, (n° 5), n° 73.
- « La délicate appréhension, dans le régime du crédit d'impôt recherche, des opérations confiées à des personnes extérieures à l'entreprise. », *Revue de droit fiscal*, 2020, (n° 10), n° 172 (Rédigé avec Restino Virginie).
- « L'identification, par la jurisprudence de la cour administrative d'appel de Versailles en 2019, de méandres au sein du dispositif du d bis du II, et du III, de l'article 244 quater B du Code général des impôts. », *Revue de droit fiscal*, 2020, (n° 10), n° 174.
- « Portée de la notion de désinvestissement en cas de rehaussement du résultat d'une société assujettie à l'impôt sur les sociétés. », *Droit des sociétés*, 2020, (n° 3), n° 45.
- « Dernières lois fiscales. Loi de finances pour 2020 et loi du 24 juillet 2019 », *Droit des sociétés*, 2020, (n° 3), n° 2.
- « Retenue à la source sur des paiements par une entreprise française à une entreprise étrangère, au titre de services fournis par cette dernière : non-conformité au droit européen d'une assiette calculée sur des montants bruts, et non sur des montants nets de frais et charges. », *Droit des sociétés*, 2020.
- « Effets de fiscalité directe du passage du statut de distributeur exclusif à celui d'agent commercial. » *Droit des sociétés*, 2020.
- « Régime de différé d'imposition des plus-values d'échange de titres. », *Droit des sociétés*, 2020.
- « Société étrangère ayant une activité en France : imposition des produits distribués par celle-ci. », *Droit des sociétés*, 2020, (n° 8-9), n° 111.

- « Preuve de l'appréhension d'une distribution occulte d'une société assujettie à l'impôt sur les sociétés. », *Droit des sociétés*, 2020, (n° 7), n° 98.
- « Constatation de la dépréciation d'une marque transmise, dans une opération de fusion, par la société absorbée à la société absorbante et dont cette dernière ne poursuit pas l'exploitation. », *Droit des sociétés*, 2020, (n° 6), n° 89.
- « Revenus distribués par une société : appréhension par le "maître de l'affaire". », *Droit des sociétés*, 2020, (n° 12), n° 152.
- « Assujettissement d'une société civile immobilière à l'impôt sur les sociétés en raison de l'exercice d'une activité de caractère commercial », *Droit des sociétés*, 2020, (n° 6), n° 88.
- « Apport en société entre deux sociétés faisant partie d'un groupe fiscal : qualification de subvention indirecte pour l'insuffisance d'évaluation constatée sur un élément d'actif apporté par une société du groupe à une autre société membre de celui-ci. », 2020, *Droit des sociétés*, (n° 11), n° 138.
- « Mise en oeuvre du dispositif de l'article 238 A du Code général des impôts en présence de paiements, au titre de prestations de services, par des entreprises établies en France à des entités étrangères bénéficiant d'un régime fiscal privilégié. », 2020, *Droit des sociétés*, (n° 10).

Ricou Benjamin

- « Chronique jurisprudentielle annuelle de procédures fiscales », *Revue européenne et internationale de droit fiscal*, 2020, (n° 1), p. 145.

Roux Christophe

- « Gestion domaniale et déontologie », *JCP A*, 2020, (n° 47), n° 2306.
- « SPIC, usager et occupation domaniale : le triumvirat de la compétence judiciaire », *JCP A*, 2020, (n° 42), n° 2264.
- « L'inaliénabilité à l'épreuve de la restitution des biens culturels », *JCP A*, 2020, (n° 42), n° 2265.
- « Le plan B. », *Dr. adm.*, 2020, n° 10, Focus, alerte 124.
- « Ouvrages et travaux publics (juill. 2019 - juill. 2020) », *Dr. de la voirie - La revue des propriétés publiques*, 2020, n° 216, p. 196.
- « Redevances domaniales et principe d'égalité : le mariage (couteux) de ma meilleure amie », *JCP A*, 2020, (n° 30-34), n° 2221.
- « Covid-10 : exonération temporaire de redevances domaniales », obs. sur Ord. n° 2020-460, 22 avr. 2020, portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de Covid-19, art. 22, *JCP A*, 2020, n° 2223.
- « Le(s) in house, au-delà de la commande publique », *JCP A*, 2020, (n° 28), n° 2022.
- « Manège implanté sur le domaine public et concurrence : la roue ne tourne toujours pas », note sur CAA Paris, 25 mai 2020, n° 18PA02836, *C. c/ Ville de Paris, Dr. de la voirie - La revue des propriétés publiques*, juill.-août 2020, n° 215, p. 170.

- « Le masque et la plume », *Dr. adm.*, 2020, n° 6, Focus, alerte 79.
- « La loi MOP, quel avenir ? », *Contrats-marchés publ.*, 2020, n° 5, Dossier n° 1, article 9.
- « Casanova, tombeur de l'intérêt lésé ? », note sur CE, 27 mars 2020, n° 426291, *Dr. de la voirie - La revue des propriétés publiques*, mai-juin 2020, n° 214, p. 113.
- « Chemin rural : conserver n'est pas entretenir », *JCP A*, 2020, (n° 14), n° 2103.
- « Désaffectation et déclassement : *vade-mecum* pour éviter la sortie de route », *JCP A*, 2020, (n° 14), n° 2104.
- « Le transfert de gestion n'implique pas le changement d'affectation du bien concerné », *JCP A*, 2020, (n° 14), n° 2108.
- « Prisons françaises et CEDH : les référés placés "en préventive" », *Dr. adm.*, 2020, (n° 3), Focus, alerte 61.
- « Mise à disposition d'un immeuble à une régie communale : circulez, il n'y a rien à (perce)voir », *JCP A*, 2020, (n° 3), n° 2022.
- « L'arbitrage fiscal vu par le droit public », in L. Stankiewicz (dir.), *Le renouveau des modes de règlement des différends en droit fiscal international*, *Revue Fiscalité internationale*, 2020, n° 1, art. 10.3.
- « Ouvrages et travaux publics (juill. 2019 - juill. 2020) », *Dr. Voirie*, 2020, sept-oct., n° 216, p. 196.
- « Domaine public et privé (janv.-déc. 2019) », *Dr. Voirie*, 2020, janv.-févr., n° 212, p. 88.
- « La mise à l'écart du principe de protection du concessionnaire contre la concurrence par l'autorité concédante », note sur TA Lyon, 13 juin 2019, n° 1703281, *Sté Rhône express, Rev. Jurisp. ALYODA*, 2020-2, en ligne.
- « Communicabilité des actes de gestion du domaine privé : l'insoutenable pesanteur de l'avoir », note sur CE, 24 oct. 2019, *Cne Saint-Pierre-du-Perray*, *JCP A*, 2020, n° 2016.
- « Transcription de la filiation de la mère d'intention (et biologique) », obs. sur CEDH, 16 juill. 2020, n° 11288/18, *D. c/ France : Dr. adm.*, 2020-10, alerte 125.
- « L'évaluation des politiques publiques passe un nouveau test », obs. sur étude annuelle du Conseil d'État 2020 : *Dr. adm.*, 2020-10, alerte 134
- « Extension du domaine de la dérogation », obs. sur D. n° 2020-412, 8 avr. 2020 : *Dr. adm.*, 2020-6, alerte 89.
- « In vitro proprietas », obs. sur CE, réf., 24 janv. 2020, n° 47328 : *Dr. adm.*, 2020-3, alerte 40.

Saoudi Messaoud

- « La taxe de séjour, un modèle de taxe locale à l'ère numérique », *Gestion et Finances publiques*, 2020, (n° 2), pp. 71-79.
- « La fiscalité géographique dérogatoire en territoires métropolitain et ultramarin », dossier Géographie et finances publiques in E. Beauvironnet et J.F. Boudet (dir.), *Pyramides*, 2020, (n° 29 bis), pp. 65-90.

Stankiewicz Lukasz

- « Coopération administrative et règlement de différends », *Fiscalité internationale*, 2020, (n° 3), pp. 156-159.
- « Coopération administrative et règlement de différends », *Fiscalité internationale*, 2020, (n° 4), pp. 178-182 (Écrit avec B. Gibert et C. Pasquier).
- « Actualités du bénéficiaire effectif et ses implications en matière de contrats financiers », *Revue internationale des services financiers*, 2020, (n° 3), pp. 43-54 (Écrit avec G. Cavalier).

Travard Jérôme

- « Condamnation de l'Etat pour les rodéos urbains : beaucoup de bruit pour pas grand-chose », *AJDA*, 2020, p. 2514.

Untermaier-Kerléo Élise

- « Le secret est-il une question ? Questions à... Elise Untermaier-Kerléo, référente déontologue », *AJCT*, 2020, (n° 12), p. 563.
- « Actes administratifs unilatéraux et déontologie des élus locaux : identifier les risques juridiques pour mieux les prévenir », *JCP A*, 2020, (n° 47), n° 2303.
- « Guide pratique de la déontologie des élus locaux », *AJCT*, 2020, (n° 9), p. 416.
- « Pas de déontologue pour les élus locaux ! », *AJCT*, 2020, p. 1.
- « L'exercice d'activités privées par un agent public en congé maladie : quelle(s) faute(s), quelle sanction ? », *Revue de jurisprudence ALYODA, Association lyonnaise de droit administratif*, 2020, en ligne.
- « Pas de déontologue pour les élus locaux ! », *AJCT*, 2020, p.1
- Dossier *Déontologie des élus locaux : les risques juridiques de l'action publique locale (1ère partie)*, *JCP A* n° 47, 23 nov. 2020.
- Dossier *Déontologie des élus locaux : les risques juridiques de l'action publique locale (2e partie)*, *JCP A* n° 19-20, 10 mai 2021.

Youhnovski Sagon Anne-Laure

- « Aux confins du phénomène de marchandisation du corps : la conquête de l'embryon humain. », *Revue droit et santé*, 2020, (n° 97), p. 868.
- « Zèle municipal et pouvoirs de police sanitaire », *JCP A*, 2020, (n° 16), act. 241.
- « Zèle municipal et pouvoirs de police sanitaire : dénouement », *JCP A*, 2020, (n° 17), act. 252.
- « Le Conseil constitutionnel aux temps du Covid-19 », *Revue Droit et Santé*, LEH Édition, 2020, (n° 96), p. 774.



COMMUNICATIONS DANS UN CONGRÈS

Basilien-Gainche Marie-Laure

- « The French Constitution Facing Covid-19 Crisis. How the Exception is made normal », *Tsukuba Global Science Week, Session 6-2 How Constitutions Deal With Covid-19 Crisis?*, 2020, Tsukuba, Japan.
- « La privation de liberté comme instrument de contrôle des migrations. Espaces & méthodes », *conférence à l'ENS Lyon dans le cadre du séminaire sur l'enfermement organisé par Yasmine Bouagga et Franck Ollivon*, 2020, Lyon, France.
- « To be or not to be.... a democracy. The European Union and the Rogue States », *conférence Rule of Law and Human Rights. Strengthening Democratic Institutions*, May 2020, Washington, United States.

Catteau Damien

- « La LOLF et la mise en équation de la gestion publique : une analyse critique », *Chiffre(s) et droit public*, 2020, Lyon, France.

Dort Aurélie

- « L'impôt, un instrument de justice fiscale au service de la justice sociale. Le juge constitutionnel face à la justice fiscale », Aix Marseille Université / GERJC, Janv. 2020, Aix en provence, France
- « La réponse française face à la crise sanitaire, l'aube d'une nouvelle crise financière. », *Crise sanitaire et finances publiques : Vers une réinvention de la souveraineté économique ? Regards croisés sur la France et l'Allemagne pendant la pandémie.*, Juin 2020, Metz, France.

Marcovici Émilie

- « L'État managérial digital : chance ou risque pour l'action publique ? », Rencontre scientifique internationale, Centre Interdisciplinaire de Recherche en Performance et Compétitivité, (Université Mohammed V de Rabat) et Laboratoire de Recherche en Management -LAREQUOI (Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines), Innovations managériales et transformation de l'action publique, Rabat-Versailles, 8 décembre 2020.

Roudier Karine

- « Faut-il abandonner les droits humains face aux périls qui nous menacent ? », Table-ronde avec Justine Lacroix et Philippe Corcuff, Université populaire de Lyon, 20 janvier 2020.

Roux Christophe

- « Le risorse naturali nel sistema francese : casi e problemi, conférences coordonnées », F. Di Lascio et A. Ianuzzi (dir.), *Le risorse naturali nel sistema francese : casi e problemi*, Visio-conférence donnée en italien, Université Roma 3, 2020, Roma, Italie.

Saoudi Messaoud

- « L'action économique européenne en temps de crise. Vers une éthique de la solidarité budgétaire et monétaire ? », Communication au colloque virtuel *L'éthique à l'épreuve de la crise*, sous la direction de V. Barbé et J.F. Kerléo (dir.), été 2020.
- « Tax incentives and territorial attractiveness for investment », Communication en anglais à distance (via l'application Zoom) lors de la 7^e Conférence internationale de Koweït-city, Koweït International Law (Kilaw), 10 octobre 2020, Kilaw, 19h-21h, publié dans Kilaw Journal - Volume 8 - Special Supplement - Issue 8 - Rabi Al-Akhar - Jumada-Al-Awal, 1442/December 2020, 28 p.
- « Vers "un budget public vert" ? A la recherche de la bonne gouvernance financière climatique », communication par visioconférence dans le cadre du Séminaire francophone du Groupe Européen pour l'Administration Publique (GEAP) aux 90 ans de l'Institut International des Sciences Administratives (IISA) sur le thème « *Gouvernances Territoriales et Action pour le Climat* », Bruxelles, 18 décembre 2020.
- 9^e colloque de l'Association internationale de recherche en management public (AIRMAP), « *L'Entrepreneuriat : Quels défis pour le Management Public?* », 26-27 octobre 2020, Montpellier, intervention à distance à l'Atelier 5 - Nouvelles formes d'ouverture et de rapprochement public privé (FOR-PP). Vers un essai de conceptualisation présidé par le Prof. Bachir Mazouz de l'Université de Montréal, lundi 26 octobre 2020.
- « La police de sécurité du quotidien. Une simple mesure de police générale ou une police spéciale sur-mesure ? », Communication au 8^e Colloque annuel de l'Association française de droit de la sécurité et de la défense (AFDSD), Lyon 3, septembre 2020.

Untermaier-Kerleo Élise

- « Un exemple d'utilisation d'une plateforme dans le cadre d'une politique publique : Parcoursup », intervention au colloque *L'émergence d'un droit des plateformes*, Xavier Delpech (dir.), Université Jean Moulin Lyon 3, 21 octobre 2020.
- « Environnement juridique et déontologie des agents publics », Université Jean Moulin Lyon 3, séminaire animé en qualité de référente déontologue de l'établissement, 6 oct. 2020.
- « Premières rencontres - Déontologie universitaire et Intégrité scientifique, Université Jean Moulin Lyon, séminaire animé en qualité de référente déontologue de l'établissement avec Blandine Mallet-Bricout, référente intégrité scientifique, 25 sept. 2020.
- « La déontologie des élus locaux », intervention auprès des élus de la ville de Grenoble, avec Transparency International France, Grenoble, 7 juil. 2020.
- « Le nouveau cadre déontologique des agents publics : avancées et risques », intervention au colloque *La loi de transformation de la fonction publique : quelles nouvelles perspectives pour la fonction publique ?*, 12 mars 2020, Université de Lille.

MANIFESTATIONS





COLLOQUES ET CONFÉRENCES

COLLOQUE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
5 NOVEMBRE 2019

**L'EXCEPTION IN HOUSE,
20 ANS APRÈS
L'ARRÊT TECKAL**

Sous la direction scientifique :
Michaël Karpenschif, professeur, EDEIC
Christophe Roux, professeur, Equipe de droit public de Lyon

FC VALIDATION AU TITRE DE LA
FORMATION CONTINUE

9H00 - 17H30
12 FÉVRIER 2020

Auditorium Malraux
Université Jean Moulin Lyon 3
MANUFACTURE DES TABACS
6 rue Pt. Rollet - Lyon 8^e

D'INFOS - TARIFS & INSCRIPTIONS SUR
EDPLUNIV-LYON3.FR

CÉE Centre d'études et de recherches ELIACRÉS-REINIS
IEA Institut d'Études Administratives
CONTACT
Équipe de droit public de Lyon
Alexandra GASMI
Adeline MEYNIER-POZZI
edp-lyon@univ-lyon3.fr
04 78 78 70 59

EDIEC Équipe de droit public de Lyon
EDPL Équipe de Droit Public de Lyon
LexisNexis **IDEA** LYON

L'EXCEPTION IN HOUSE, 20 ANS APRÈS L'ARRÊT TECKAL

Sous la direction scientifique
des professeurs Michaël
Karpenschif et Christophe Roux.

Le 12 février 2020 dans l'Auditorium
Malraux.
Université Jean Moulin Lyon 3,
Manufacture des tabacs

Actes : *L'EXCEPTION IN HOUSE, 20 ANS
APRÈS L'ARRÊT TECKAL*, JCP A, 2020,
(n° 28)



**DES SYSTÈMES D'INFORMATION
AUX BLOCKCHAINS.
ESSAI DE CONVERGENCES EN SCIENCES JURIDIQUES
ET FISCALES, ÉCONOMIQUES ET DE GESTION**

Colloque virtuel
Journées de recherche Collège Académique Droit - économie - gestion

Organisées par :
Wilfrid Azan, professeur, Université Lyon 2
Georges Cavalier, maître de conférences HDR, Université de Lyon

14H00-17H00
10 & 17 JUILLET 2020

**UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN** **UNIVERSITÉ
LUMIÈRE
LYON 2**

DES SYSTÈMES D'INFORMATION AUX BLOCKCHAINS. ESSAI DE CONVERGENCES EN SCIENCES JURIDIQUES ET FISCALES, ÉCONOMIQUES ET DE GESTION

Colloque organisé par le
Professeur Wilfried Azan et
Georges Cavalier

Les 10 et 17 juillet 2020, à distance.

CONFÉRENCE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN 8 NOV 1970

THE IMPACT OF THE GERMAN CONSTITUTION'S FUNDAMENTAL RIGHTS ON TAX LAW

Organisée par Georges Cavalier
Animée par Pr. Steffen Lampert

17H-19H
13 FEVRIER 2020

Salle des conseils de l'IUT
Salle n° 512, 5^e étage
Université Jean Moulin Lyon 3
88 rue Pasteur - Lyon 7^e

D'INFOS - TARIFS & INSCRIPTIONS SUR
FACDEDROIT.UNIV-LYON3.FR

EDPL
Équipe de Droit Public de Lyon

CERFF
Centre d'Études et de Recherches Financières et Fiscales

CONTACT
Équipe de droit public de Lyon
edp-lyon@univ-lyon3.fr
04 78 78 70 59

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

THE IMPACT OF THE GERMAN CONSTITUTION'S FUNDAMENTAL RIGHTS ON TAX LAW

Organisée par Georges Cavalier et animée par le professeur Steffen Lampert

Le 13 février 2020 dans la salle des conseils de l'IUT.
Université Jean Moulin Lyon 3, IUT



ADPL

CHIFFRE(S) ET DROIT PUBLIC

JEUDI
8 OCTOBRE 2020
8H30

ADPL

5^e COLLOQUE DE L'ASSOCIATION DES DOCTORANTS EN DROIT PUBLIC DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Grand Amphithéâtre de l'Université de Lyon
90 rue Pasteur, 69007 Lyon
contact et inscription : asso.adpl@gmail.com

Logos: EVS, CERCRID, DCT, EDPL, UNIVERSITÉ LYON III, JEAN MOULIN, DÉPARTEMENT DE DROIT PUBLIC DE LYON, UNIVERSITÉ LYON III

CHIFFRE(S) ET DROIT PUBLIC

Organisée par l'ADPL (Association des Doctorants en Droit Public de Lyon)

Le 8 octobre 2020, dans le Grand Amphithéâtre de l'Université de Lyon

ORGANISATION DE L'EDPL





SOUTENANCES DE THÈSES



Pierre Levallois

« *L'établissement public marchand :
Recherche sur l'avenir de l'entreprise en
forme d'établissement public* »

Sous la direction de Caroline Chamard-Heim.
Soutenu le 18-03-2019.

Le président du jury était Gabriel Eckert.

Le jury était composé de Gabriel Eckert,
Sophie Nicinski, Benoît Plessix, Michaël
Karpenschif.

Les rapporteurs étaient Sophie Nicinski,
Benoît Plessix.



Claude Désiré Yambissi

« *La légalité de crise en droit public français* »
Sous la direction de Caroline Chamard-Heim.

Soutenu le 02-09-2019.

Le président du jury était Marie-Laure
Basilien-Gainche.

Le jury était composé de Marie-Laure
Basilien-Gainche, Nicolas Gabayet,
Christophe Testard.

Les rapporteurs étaient Nicolas Gabayet,
Christophe Testard.



Élise Fraysse

« *L'Etat dans la construction doctrinale du droit administratif* »

Sous la direction de David Mongoin.

Soutenue le 26-09-2019.

Le président du jury était Olivier Beaud.

Le jury était composé de Olivier Beaud, Anne-Laure Girard, Benoît Plessix, Sylvie Caudal.

Les rapporteurs étaient Anne-Laure Girard, Benoît Plessix.



Émilie Barbin

« *La régularisation des actes administratifs : étude de droit comparé franco-brésilien* »

Sous la direction de Caroline Chamard-Heim et de Fernando Dias Menezes de Almeida.

Soutenue le 25-10-2019.

Le président du jury était Fabrice Melleray.

Le jury était composé de Fabrice Melleray, Gweltaz Éveillard, Jean-François Lafaix, Nina Beatriz Stocco Ranieri.

Les rapporteurs étaient Gweltaz Éveillard, Jean-François Lafaix.



Benjamin Lecoq-Pujade

« *La naissance de l'autorité de la représentation nationale en droit constitutionnel français (1789-1794)* »

Sous la direction de Philippe Blachèr et de Stéphane Caporal.

Soutenu le 22-11-2019.

Le président du jury était Céline Roynier. Le jury était composé de Céline Roynier, Cécile Guérin-Bargues, Alain Laquière, Michel Verpeaux, Lucien Jaume.

Les rapporteurs étaient Cécile Guérin-Bargues, Alain Laquière.



Maïlys Tetu

« *La catégorie juridique des droits des libertés* »

Sous la direction de David Mongoin

Soutenu le 03-12-2020.

Le président du jury était Xavier Dupré de Boulois.

Le jury était composé de Xavier Dupré de Boulois, Laure Milano, Diane Roman, Mathilde Philip-Gay.

Le rapporteurs était Laure Milano.



PRIX, DISTINCTIONS, NOMINATIONS

PRIX

Pierre Levallois

- Lauréat du Prix de thèse Dalloz.

Benjamin Lecoq-Pujade

- Lauréat du Prix de thèse en droit de l'Université Lyon 3.

- Lauréat du Prix de thèse Dalloz.

PROMOTIONS ET NOMINATIONS

Philippe Blachèr

- Nommé membre du Tribunal suprême de Monaco (le 17 octobre 2019).

- Élu directeur du Centre de droit constitutionnel (CDC) de l'Université Jean Moulin – Lyon 3, à compter du 1er septembre 2020.

Caroline Chamard-Heim

- Nommée membre du jury d'agrégation de droit public 2019-2020 (arrêté du 15 mai 2019).

Mathilde Philip-Gay

- Qualifiée aux fonctions de Professeur des universités (Section 02 – 7 et 8 février 2019)

- Nommée professeure à l'Université Jean Moulin – Lyon 3 à compter du 1er octobre 2019.

- Nommée directrice-adjointe du Centre de droit constitutionnel (CDC) de l'Université Jean Moulin – Lyon 3, à compter du 1er septembre 2020.

Karine Roudier

- Nomination en tant que directrice-adjointe de l'Équipe de droit public de Lyon (EDPL), à compter du 1er octobre 2020.

- Éluë au CA de Sciences Po Lyon en octobre 2020.

Christophe Roux

- Élu directeur de l'Équipe de droit public de Lyon (EDPL), à compter du

1er octobre 2020.

- Nommé co-directeur du Master 2 Contrats publics.

Messaoud Saoudi

- Nommé Vice-président de l'Université Jean Moulin Lyon III, chargé des finances et du patrimoine.

Lukasz Stankiewicz

- Nommé professeur à l'Université Jean Moulin – Lyon 3 à compter du 1er septembre 2020.

- Élu directeur du Centre de recherches en finances et fiscalité (CERFF) de l'Université Jean Moulin – Lyon 3, à compter du 1er septembre 2020.

- Élu membre du Comité scientifique de la section française de l'International Fiscal Association (IFA).

CANDIDATS INSCRITS SUR LA LISTE DE QUALIFICATION AUX FONCTIONS DE MAÎTRE DE CONFÉRENCES PAR LA SECTION 02 DU CNU (SESSION DE FÉVRIER 2020)

Émilie Barbin

- *La régularisation des actes administratifs : étude de droit comparé franco-brésilien*, sous la direction de C. Chamard-Heim et F. Dias Menezes de Almeida.

- Nommée MCF à l'Université de Grenoble-Alpes à compter du 1er septembre 2020.

Elise Fraysse

- *L'Etat dans la construction doctrinale du droit administratif*, sous la direction de D. Mongoin.

- Nommée MCF à l'Université Lumière Lyon 2 à compter du 1er septembre 2020.

Benjamin Lecoq-Pujade

- *La naissance de l'autorité de représentation nationale en droit constitutionnel français (1789-1794)*,

sous la direction de Ph. Blachère et S. Caporal-Greco.

- Nommé MCF à l'Université Jean Moulin – Lyon 3 à compter du 1er mars 2021.

Pierre Levallois

- *L'établissement public marchand. Recherche sur l'avenir de l'entreprise en forme d'établissement public*, sous la direction de C. Chamard-Heim)

- Nommé MCF à l'Université de Lorraine à compter du 1er septembre 2020.

CANDIDATS INSCRITS SUR LA LISTE DE QUALIFICATION AUX FONCTIONS DE MAÎTRE DE CONFÉRENCES PAR LA SECTION 03 DU CNU (SESSION DE FÉVRIER 2020)

Benjamin Lecoq-Pujade

- *La naissance de l'autorité de représentation nationale en droit constitutionnel français (1789-1794)*, sous la direction de Ph. Blachère et S. Caporal-Greco).

- Nommé MCF à l'Université Jean Moulin – Lyon 3 à compter du 1er mars 2021.

CANDIDATS AU CONCOURS DE L'AGRÉGATION DE DROIT PUBLIC

- **Hugo Devillers**, admissible (2019-2020)

- **Alexis Le Quinio**, admissible (2019-2020)

- **Pierre Levallois**, sous-admissible (2019-2020)

- **Cédric Meurant**, admissible (2019-2020)

SUR PROPOSITION DE LA SECTION DE DROIT PUBLIC SONT RECRUTÉS COMME ATER (ANNÉE 2019-2020) :

- Élise Fraysse

- Maïlys Tétu

- Anne-Laure Youhnovski-Sagon

SUR PROPOSITION DE LA SECTION DE DROIT PUBLIC SONT RECRUTÉS COMME ATER (ANNÉE 2020-2021) :

- Nicolas Charrol

- Alice Lassale

- Anne-Laure Youhnovski-Sagon

JURYS

JURYS DE THÈSES

Caroline Chamard-Heim

- M. THIERRY, *L'occupation sans titre du domaine public* (Univ. Dijon, juill. 2019, dir. Y. Laidié, rapporteur).

Jury : C. Ribot et C. Chamard-Heim (rapporteurs) et M. Verpeaux (président).

- Mme HALIL-MERAD, *Les atteintes publiques à la propriété privée immobilière* (Univ. Lorraine, nov. 2020, dir. P. Tifine, rapporteur).

Jury : S. Gilbert et C. Chamard-Heim (rapporteurs), O. David-Beauregard-Berthier et Ch. Fardet.

- M. J. RISSER, *Le gage général* (thèse 01, Univ. Nancy, nov. 2020, dir. Ph. Chauviré).

Jury : R. Boffa et Th. Revet (rapporteurs), C. Kleiner, C. Houin-Bressand et C. Chamard-Heim.

Mathilde Philip-Gay

- Mme M. TETU, *La catégorie juridique des droits et libertés*, sous la direction du Pr. David Mongoin, Université Jean Moulin Lyon 3, 03 déc. 2020

- Mme N. K. IRANVALOU, *L'islam et l'État*, sous la direction du Pr. Gérard Gonzalez, Université de Montpellier, 30 nov. 2020

- M. E. AL ASMAR, *L'action internationale dans la lutte contre la traite des personnes en Irak et en Syrie*, sous la direction de Hiam Mouannes, Maître de conférences, Université Toulouse Capitole 1, 08 juil. 2020

- M. M. PETSOKO, *Exploitation minière et droits fondamentaux en droit camerounais. Recherche d'une*

conciliation entre développement économique et droit à la santé et à la vie, sous la direction du Pr. Philippe Billet, Université Jean Moulin Lyon 3, 19 mai 2019

- Mme A. CASSAN, *La moralité publique : étude de droit public*, sous la direction du Pr. Aurélien Antoine, Université de Saint-Étienne, 9 sept. 2019.

- Mme C. DELMAS, *L'appréhension des convictions religieuses par les juges judiciaires*, sous la direction du Pr. Hugues Fulchiron, Université Jean Moulin Lyon 3, 4 oct. 2019

Christophe Roux

- M. Z. KAMBIA, *Les ventes immobilières des personnes publiques*, sous la direction du Pr. François Brenet, Université de Poitiers, 5 nov. 2020 (rapporteur).

JURYS HDR

Caroline Chamard-Heim

- Grégoire CALLEY, *L'adaptation des cadres normatifs de l'administration publique* (Univ. Chambéry, 2019, rapporteur).

Jury : C. Chamard-Heim, F. Icard et Y. Laidié (rapporteurs), N. Kada, J.-F. Joye et D. Bailleul.

RAPPORTS ET SÉJOUR DE RECHERCHES

Mathilde Philip-Gay

- « La laïcité dans la Justice », rapport d'une trentaine de contributeurs, remis le 12 septembre 2019 et publié sur le site de la Mission droit et Justice le 28 février 2020, 588p. <http://www.gip-recherche-justice.fr/wp-content/uploads/2020/02/16-46-Rapport-final.pdf>

DIRECTIONS ÉDITORIALES

Caroline Chamard-Heim

- Membre du comité de lecture de - *Droit de la voirie - La revue des propriétés publiques* (anc. Annales de la voirie) :

depuis 2019.

- Titulaire de la chronique « Un an de fiscalité des contrats publics », *Contrats-marchés publ.*, depuis 2015.

- Coordinatrice de la chronique trimestrielle « Propriétés publiques », à *La Semaine juridique - édition Administration et collectivités territoriales (JCP A)*.

Cédric Meurant

- Membre du comité de lecture de la Revue de jurisprudence ALYODA (Assoc. Lyonnaise de droit administratif).

Christophe Roux

- Membre du comité de lecture de *Droit de la voirie - La revue des propriétés publiques* (anc. Annales de la voirie) : depuis 2019.

- Membre du comité de lecture de la revue *Droit administratif* (LexisNexis) : depuis 2019.

- Rédacteur trimestriel des Focus à la revue *Droit administratif* (LexisNexis) : depuis 2016.

- Titulaire de la synthèse annuelle « Domaine public et privé » et « Travaux et ouvrages publics » à la revue *Droit de la voirie - La revue des propriétés publiques* : depuis 2019.

- Coordinateur de la chronique trimestrielle « Propriétés publiques », à *La Semaine juridique - édition Administration et collectivités territoriales (JCP A)*.

Lukasz Stankiewicz

- Membre du comité de rédaction de la *Revue européenne et internationale de droit fiscal (REIDF)*, éditions Bruylant.

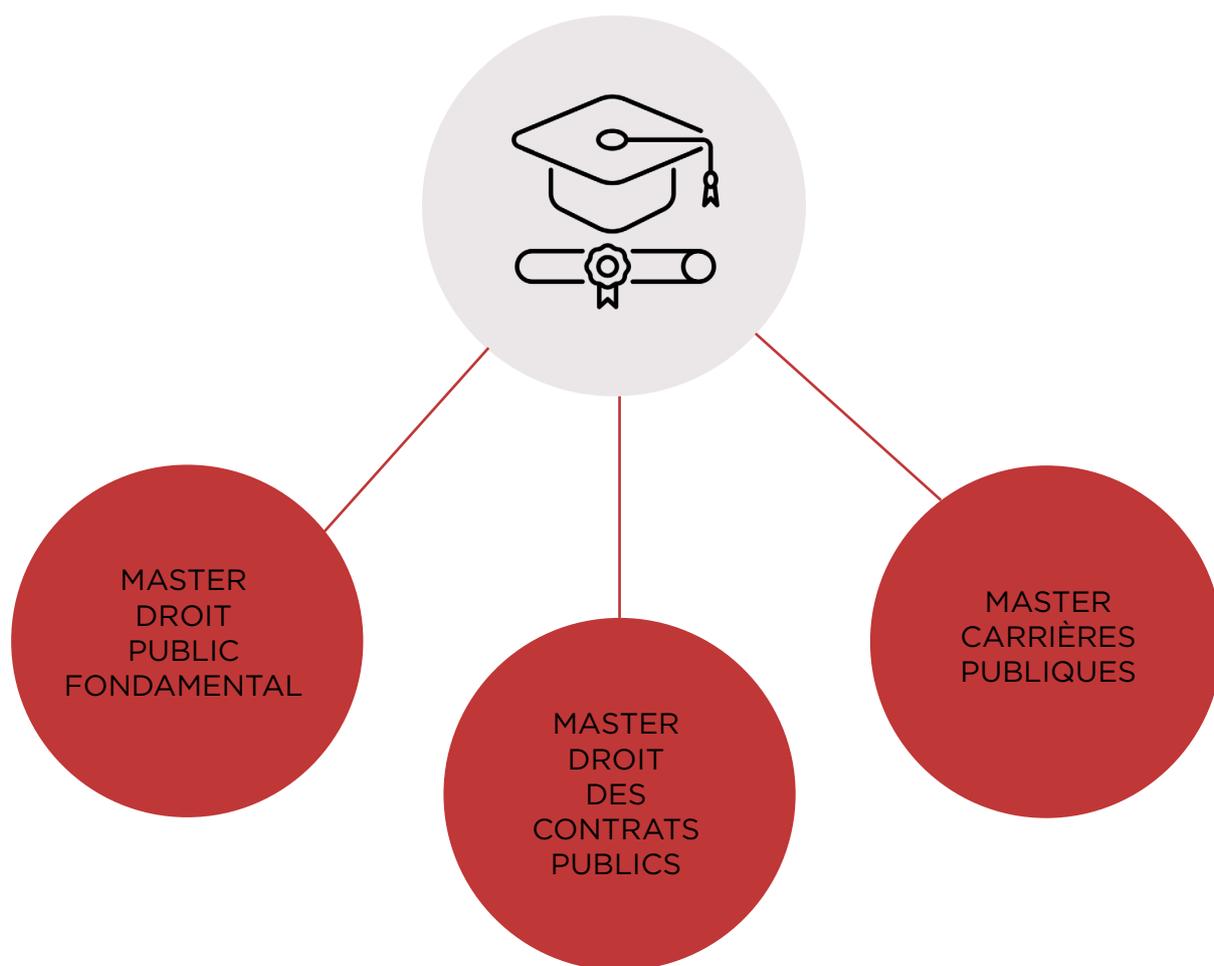
- Membre du comité de rédaction de la revue *Fiscalité internationale, éditions Juristes & Fiscalistes Associés (JFA)*.

- Titulaire de la chronique annuelle « Chronique des activités fiscales des organisations internationales (OCDE/G20) » à la *Revue européenne et internationale de droit fiscal (REIDF)*.

- Cotitulaire de la chronique trimestrielle « Coopération administrative et règlement de différends » à la revue *Fiscalité internationale*.



SUPPORTS MASTER ET DOCTORATS



Trois masters de droit public sont adossés à l'Equipe de droit public de Lyon

Commune à ces trois masters, la première année (M1) entend délivrer un socle de connaissances en vue d'une spécialisation progressive en deuxième année de master dans la mention droit public.

Master « Droit public fondamental » (dir. Pr. C. Chamard-Heim)

Co-accrédité avec les universités de Saint-Étienne et de Lyon 2, l'objectif de cette formation est double :

- Il s'agit de permettre aux étudiants d'entrer dans le monde du travail soit directement soit par la réussite à un concours : la perspective d'emploi avec un taux d'employabilité fort dans le secteur public mais également dans le secteur privé qui recrute des juristes de droit public (de l'ordre de 95%) est donc au cœur de l'organisation de la formation ;
- Il s'agit également d'apporter aux étudiants un approfondissement de leurs connaissances dans les principales matières du droit public, de les initier à la recherche en droit et de leur permettre une première immersion dans le monde professionnel en leur offrant un stage en juridiction administrative. La deuxième année de master, formation exigeante délivrée en coopération entre les universités de Lyon 2, Lyon 3 et Saint-Étienne, est assurée, dans chaque matière, par des enseignants-chercheurs de haut niveau.

Les enseignements de deuxième année sont composés de cours et de séminaires (enseignements interactifs au cours desquels les étudiants sont invités à réfléchir collectivement aux différentes thématiques abordées). Ils sont, en règle générale, en lien direct avec les travaux scientifiques des enseignants-chercheurs. Les enseignements de droit public sont complétés par un enseignement de langue anglaise, un module d'insertion professionnelle et par une formation de méthodologie de la recherche qui permet d'accompagner les étudiants dans leur travail de recherche et de rédaction de leur mémoire. Ce travail scientifique, conçu sous la direction d'un enseignant habilité à diriger les recherches, est rédigé au cours du second semestre. Il donne lieu à soutenance devant un jury composé de membres de l'équipe pédagogique.

Master « Droit des contrats publics » (dir. Pr. C. Roux)

Co-accrédité avec les universités de Saint-Étienne et de Lyon 2, le Master « Contrats publics » forme chaque année une vingtaine d'étudiants. La formation vise à parfaire la connaissance et la pratique des contrats publics, qu'il s'agisse de leurs modalités de passation ou d'exécution ; elle entend couvrir l'ensemble de la matière, traitant tout à la fois des contrats de la commande publique, des contrats à objet domanial ou, encore des contrats relatifs aux agents publics, un accent singulier étant par ailleurs mis sur leurs incidences fiscales, bancaires et financières. Décomposés en cours et séminaires, les enseignements sont assurés au deux-tiers par des praticiens (avocats, juristes d'entreprise ou au sein des collectivités, magistrats...) dans une visée d'insertion professionnelle et opérationnelle immédiate (rédaction des documents de consultation, rédaction de stipulations contractuelles, pilotages de montages contractuels complexes, dossiers contentieux...). La formation s'achève par un stage obligatoire de trois mois minimum, celui-ci pouvant être effectué dans des cabinets d'avocats, en entreprises, au sein d'une collectivité ou d'une juridiction. L'attractivité du master est renforcée par le dynamisme de l'association des étudiants du master Contrats publics (« Cercle contrats publics »), laquelle organise des événements (petits-déjeuners professionnels, conférences...) et moments de convivialité, tout en pilotant des travaux scientifiques (veilles juridiques, podcasts...).

L'objectif de la formation est de permettre aux étudiants d'entrer dans le monde du travail soit directement après la 2e année de master, soit après concours (CRFPA, concours de la fonction publique). La perspective d'emploi se révèle élevée, avec un taux d'employabilité (de l'ordre de 95%) que ce soit dans le secteur public ou le secteur privé. Les étudiants s'orientent vers des postes au sein des collectivités territoriales (qui recherchent beaucoup ce type de profil), en entreprises publiques, dans les administrations de l'État ou dans des cabinets d'avocats spécialisés dans la passation et l'exécution des contrats publics. Des débouchés existent aussi auprès des entreprises privées (notamment au sein du BTP et des secteurs en réseaux ; télécommunications, transports, énergie...) qui dépendent de la commande publique.

Master « Carrières publiques » (dir. D. Catteau)

Le parcours « Carrières publiques » est professionnalisant. Il forme des étudiants se préparant à des emplois de gestionnaire et de cadre, de niveau A ou A+, dans les collectivités publiques et les entreprises publiques ou privées gestionnaires de service public.

Il permet de préparer les concours d'accès à la fonction publique nationale (Instituts Régionaux d'Administration, inspecteur des finances publiques, inspecteur des douanes, inspecteur du travail, etc.), à la fonction publique territoriale (administrateur territorial et attaché territorial), à la fonction publique hospitalière (EHESP) et à la sécurité sociale (EN3S).

Les métiers de l'administration ont connu depuis une trentaine d'années une profonde évolution tenant, d'une part, à la croissance des trois fonctions publiques (État, territoriale et hospitalière) et, d'autre part, à une modernisation de la gestion publique. Mais, la voie du concours reste la forme dominante de recrutement pour de nombreux emplois publics. La réussite à ces concours administratifs passe par l'acquisition de techniques particulières qui ne sont pas enseignées dans les filières juridiques traditionnelles, comme la note de synthèse ou l'entretien avec le jury. Par ailleurs, l'accent est mis sur la nouvelle épreuve de « culture professionnelle » par le biais d'enseignements spécifiques et par des conférences organisées sur le thème des politiques publiques et animées par des professionnels (élus ou fonctionnaires). Enfin, cette formation n'est pas qu'une simple préparation aux concours : elle est également diplômante.



SITE INTERNET

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON III

EDPL
Équipe de Droit Public de Lyon

ACTUALITÉS | PRÉSENTATION | PRODUCTIONS SCIENTIFIQUES

L'EDPL | ÉQUIPE DE DROIT PUBLIC DE LYON

Créée en 1991, l'Équipe de droit public de Lyon est une Équipe d'Accueil (EA 666) de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Directeur : Christophe Roux
Directrice-adjointe : Karine Roudier

Adresse : <https://edpl.univ-lyon3.fr/>

Le site internet de l'EDPL sert de vitrine pour l'activité de l'Équipe : manifestations, actualités, présentations des différents centres de recherches et des membres de l'Équipe, répertoire des productions scientifiques.

FACEBOOK



Adresse : <https://www.facebook.com/EquipededroitpublicdeLyon>

La page Facebook de l'EDPL totalise **214 fans** et **255 abonnés**

TWITTER



Adresse : <https://twitter.com/EDPLYon>

La page Twitter de l'EDPL compte **1178 abonnés**

LINKEDIN



The screenshot shows the LinkedIn profile for 'Equipe de Droit Public de Lyon'. The header features a banner image of a cityscape with the EDPL logo and a pencil icon for editing. The profile name is 'Equipe de Droit Public de Lyon', with the subtitle 'Enseignant chez Université Jean Moulin (Lyon III)'. The location is 'Lyon, Auvergne-Rhône-Alpes, France' and there is a link to 'Coordonnées'. It states 'Plus de 500 relations'. At the bottom, there are three buttons: 'Disponible pour', 'Ajouter une section', and 'Plus'. On the right, two university logos are listed: 'Université Jean Moulin (Lyon III)' and 'Université Jean Moulin Lyon 3'.

Adresse : <https://www.linkedin.com/in/equipededroitpublicdelyon/>

La page LinkedIn fédère **1690 relations** et **1720 abonnés**

FONDS DOCUMENTAIRE

L'EDPL met à la disposition de ses doctorants et enseignants-chercheurs un fonds documentaire : dans cet espace de travail, vous trouverez revues et ouvrages de droit public en libre accès pour une consultation sur place et disponibles à l'emprunt pour les membres de l'Équipe.

Le fonds documentaire se renouvelle à longueur d'année : revues et publications récentes rejoignent régulièrement les étagères de la salle

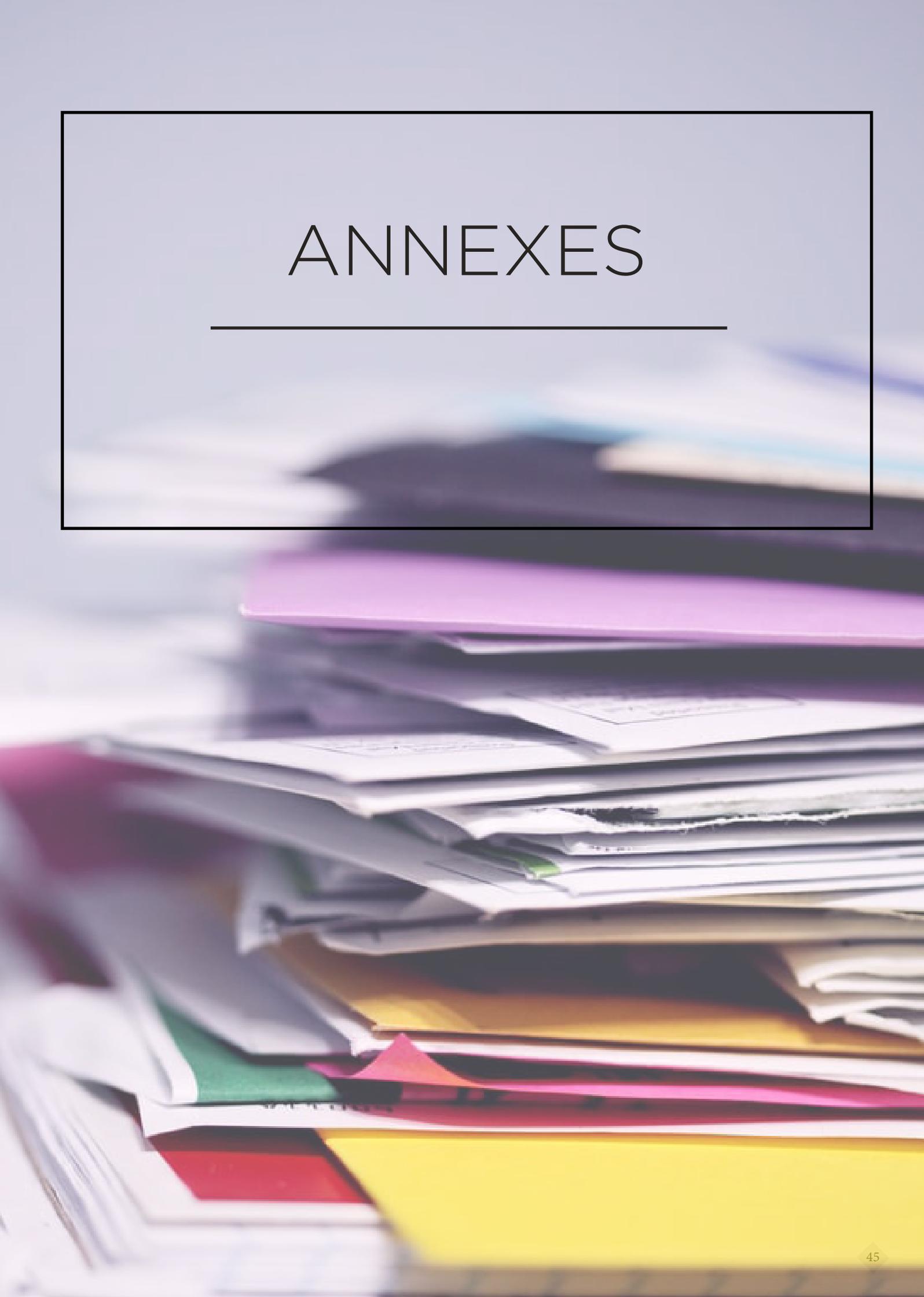
et viennent alimenter les ressources disponibles.

À la date du 30 août 2020, ce sont plus de 2000 ouvrages qui sont répertoriés dans notre catalogue, qui est accessible au secrétariat de l'EDPL.

Composé de deux salles, le fonds documentaire assure à nos doctorants un lieu de travail calme et studieux, et leur permet d'avoir à disposition un grand nombre de ressources.



ANNEXES





ÉQUIPE DE DROIT PUBLIC DE LYON (EDPL EA666)

Directeur : Christophe Roux, professeur de droit public
Directrice adjointe : Karine Roudier, Maître de conférences en droit public

Gestionnaire administrative et financière : Alexandra Gasmi

Institut d'Études Administratives (IEA)

Directrice : Caroline Chamard-Heim, Professeur de droit public
Directrice adjointe : Elise Untermaier-Kerleo, Maître de conférences en droit public

Membre d'honneur : Sylvie Caudal, Professeur émérite de droit public

Enseignants-chercheurs :

Fanette Akoka, Juriste-consultant, docteur en droit public
Hervé de Gaudemar, Professeur de droit public, Doyen de la faculté de droit

François Lichère, Professeur de droit public
Cédric Meurant, Maître de conférences en droit public
Marianne Moliner-Dubost, Maître de conférences en droit public HDR
Christophe Roux, Professeur de droit public
Jérôme Travard, Maître de conférences en droit public

Enseignants-chercheurs et chercheurs associés :

Kamal Al Hamidawi, Maître de conférences en droit public
Emilie Barbin, Maître de conférences en droit public
Samuel Deliancourt, Rapporteur public à la Cour Administrative d'Appel de Lyon, Maître de conférences associé
Nicolas Gabayet, Professeur de droit public
Valentin Lamy, Docteur en droit public
Pierre Levallois, Maître de conférences en droit public
Adeline Meynier-Pozzi, Docteur en droit public
Paul-Maxence Murgue-Varoquier, Juriste-consultant
Stéphanie Trincal, Juriste-consultant

Centre de Droit Constitutionnel (CDC)

Directeur : Philippe Blacher, Professeur de droit public
Directrice adjointe : Mathilde Philip-Gay, Professeur de droit public

Enseignants-chercheurs :

Marie-Laure Basilien-Gainche, Professeur de droit public
Laurent Eck, Maître de conférences en droit public
Émilie Marcovici, Maître de conférences en droit public
David Mongoin, Professeur de droit public
François Robbe, Maître de conférences en droit public, HDR

Enseignants-chercheurs et chercheurs associés :

Sébastien Benetullière, Juriste
Alexandre Guigue, Maître de conférences en droit public
Alexis Le Quinio, Maître de conférences en droit public
Benjamin Lecoq-Pujade, Docteur en droit public
Karine Roudier, Maître de conférences en droit public

Centre de Recherches Financières et Fiscales (CERFF)

Directeur : Lukasz Stankiewicz, Professeur de droit public

Enseignants-chercheurs :

Christelle Ballandras-Rozet, Maître de conférences en droit public
Damien Catteau, Maître de conférences en droit public
Georges Cavalier, Maître de conférences en droit privé, HDR (jusqu'à septembre 2020)
Jean-Luc Pierre, Professeur de droit privé (jusqu'à septembre 2020)
Messaoud Saoudi, Maître de conférences en droit public

Enseignants-chercheurs et chercheurs associés :

Weheline Agumon, Docteur en droit public
Aurélien Dort, Maître de conférences en droit public
Babacar Faye, Docteur en droit public et enseignant-chercheur
Frank Elvis Ndjolo Vodomo, Docteur en droit public et enseignant-chercheur
Benjamin Ricou, Maître de conférences en droit public



LES CENTRES DE L'EDPL

CENTRE DE DROIT CONSTITUTIONNEL

Université Jean Moulin Lyon 3

15 quai Claude Bernard

Bâtiment Cavenne

69007 Lyon

tel : 04 26 31 89 31 / mail : edp-lyon@univ-lyon3.fr

site internet : <https://edpl.univ-lyon3.fr/centre-de-droit-constitutionnel>



ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS MEMBRES DU CENTRE DE DROIT CONSTITUTIONNEL

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS TITULAIRES

Marie-Laure Basilien-Gainche, Professeur de droit public

Philippe Blachère, Professeur de Droit Public

Laurent Eck, Maître de conférences en droit public

Émilie Marcovici, Maître de conférences en droit public

David Mongoin, Professeur de droit public

Mathilde Philip-Gay, Professeur de droit public

François Robbe, Maître de conférences en droit public, HDR

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET CHERCHEURS ASSOCIÉS

Sébastien Benetullière, Juriste

Alexandre Guigue, Maître de conférences en droit public (Université de Savoie)

Alexis Le Quinio, Maître de conférences en droit public (IEP Lyon)

Benjamin Lecoq-Pujade, Docteur en droit public

Karine Roudier, Maître de conférences en droit public (Sciences Po Lyon)

DOCTORANTS (EN 2020)

Sara AlforJani

Guilhem Baldy

Sabrina Benghazi

Laurine Harbuta

Marie Fontaine

Aïda Manouguian

Alexandrine Rajinthan

Maïlys Tetu

Anne-Laure Youhnovski-Sagon

INSTITUT D'ÉTUDES ADMINISTRATIVES

Université Jean Moulin Lyon 3

15 quai Claude Bernard

Bâtiment Cavenne

69007 Lyon

tel : 04 26 31 89 31 / mail : edp-lyon@univ-lyon3.fr

site internet : <https://facdedroit.univ-lyon3.fr/institut-d-etudes-administratives>



ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS MEMBRES DE L'INSTITUT D'ÉTUDES ADMINISTRATIVES

ENSEIGNANTS CHERCHEURS TITULAIRES

Sylvie Caudal, Membre d'honneur

Caroline Chamard-Heim, Professeur de droit public

Hervé de Gaudemar, Professeur de droit public, Doyen de la faculté de droit

François Lichère, Professeur de droit public

Cédric Meurant, Maître de conférences en droit public

Marianne Moliner-Dubost, Maître de conférences en droit public HDR

Christophe Roux, Professeur de droit public

Jérôme Travard, Maître de conférences en droit public

Élise Untermaier-Kerleo, Maître de conférence en droit public

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET CHERCHEURS ASSOCIÉS

Fanette Akoka, Juriste-consultant, docteur en droit public

Kamal Al Hamidawi, Maître de conférences en droit public

Emilie Barbin, Maître de conférences en droit public (Université Grenoble-Alpes)

Samuel Deliancourt, Rapporteur public à la Cour Administrative d'Appel de Lyon, Maître de conférences associé

Nicolas Gabayet, Professeur de droit public (Université de Limoges)

Valentin Lamy, Docteur en droit public

Pierre Levallois, Maître de conférences en droit public (Université de Metz-Lorraine)

Adeline Meunier-Pozzi, Docteur en droit public

Paul-Maxence Murgue-Varoquier, Juriste-consultant

Stéphanie Trincal, Juriste-consultant

Philippe Yolka, Professeur de droit public (Université Grenoble Alpes)

DOCTORANTS (EN 2020)

Marc Amin

Mohesh Balnath

Cédric Bernard

Cécile Cottier

Alice Lassale

Henri Vuillet

Djibril Sarr

**CENTRE D'ÉTUDE ET DE RECHERCHES
FINANCIÈRES ET FISCALES**

Université Jean Moulin Lyon 3
15 quai Claude Bernard
Bâtiment Cavenne
69007 Lyon

tel : 04 26 31 89 31 / mail : edp-lyon@univ-lyon3.fr

site internet : <https://edpl.univ-lyon3.fr/centre-d-etudes-et-de-recherches-financieres-et-fiscales>



**ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS MEMBRES DU CENTRE
D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES FINANCIÈRES ET FISCALES**

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS TITULAIRES

Christelle Ballandras-Rozet, Maître de conférences en droit public (à partir de novembre 2020)

Damien Catteau, Maître de conférences en droit public

Georges Cavalier, Maître de conférences en droit privé, HDR (jusqu'à septembre 2020)

Jean-Luc Pierre, Professeur de droit privé (jusqu'à septembre 2020)

Messaoud Saoudi, Maître en conférences en droit public, HDR

Lukasz Stankiewicz, Professeur de droit public (à partir de septembre 2020)

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET CHERCHEURS ASSOCIÉS

Weheline Agumon, Docteur en droit public

Aurélie Dort, Maître de conférences en droit public (Université de Metz-Lorraine)

Babacar Faye, Docteur en droit public et enseignant-chercheur

Frank Elvis Ndjolo Vodom, Docteur en droit public et enseignant-chercheur

Benjamin Ricou, Maître de conférences en droit public (Université du Mans)

DOCTORANTS (EN 2020)

Youssef Akid

Alexandre Barro

Habiba Bouhri

Finagnon Fiacre Djegbewesson

Pablo Guedon

Lucie Munoz

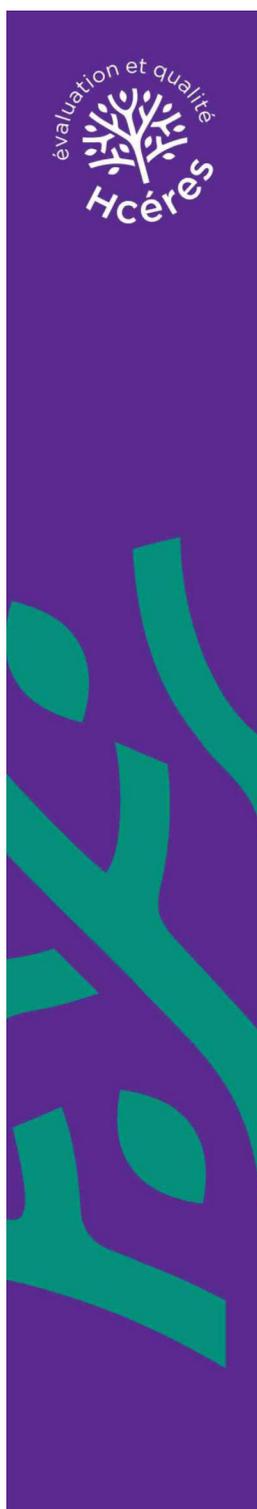
Youssou Seck

Kassoum Traore



RAPPORT HCÉRES 2019-2020

Consulter le rapport entier ici



Évaluation de la recherche

RAPPORT D'ÉVALUATION DE L'UNITÉ
Équipe de Droit Public de Lyon – EDPL

SOUS TUTELLE DES ÉTABLISSEMENTS ET
ORGANISMES :
Université Jean Moulin Lyon 3

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2019-2020
VAGUE A

Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur